

PLATEFORME NATIONALE D'INFORMATION POUR LA NUTRITION



Note d'informations

28 Septembre 2019



→ SITUATION DE LA MALNUTRITION AU NIGER



Plus de deux million d'enfants de moins de 5 ans souffrent de retard de croissance.

Un enfant sur dix souffre de malnutrition aiguë et est à haut risque de décès.

Un enfant sur 2 qui décède au Niger a souffert de malnutrition

Au moins une personne sur 10 souffre de la sous-alimentation

Un risque accru de surpoids et obésité chez les adultes et les jeunes enfants ayant souffert de malnutrition

→ POURQUOI DEVONS-NOUS AGIR VITE ET INVESTIR DANS LA NUTRITION ?

La nutrition est un des piliers du développement économique du Niger. L'absence de mesures adéquates entraîne des conséquences énormes :

- Sur le plan économique
 - Baisse annuelle de 7,1 % du Produit Intérieur Brut (PIB) au Niger (sources COHA) ;
 - Faible productivité dans tous les secteurs productifs ;
 - Coût de la prise en charge et du traitement de la malnutrition dans les structures de santé et au niveau communautaire.
- Sur le plan humain et social
 - Contribue à hauteur de 43 % à la mortalité des enfants de moins de 5 ans ;
 - Faibles performances scolaires (une année de scolarité perdue par enfant atteint).

→ QUELS SONT LES ENGAGEMENTS PRIS PAR LE NIGER ?

Les principaux engagements concernant la nutrition sont : Le *Mouvement Scaling up Nutrition* (2011) – Les Objectifs de Développement Durables (2017) - Cibles mondiales en nutrition de l'Assemblée Mondiale de la Santé (2012) – La Stratégie Régionale Africaine de Nutrition (ARNS, 2015-2025) – Les Déclarations de Maputo (2003) et de Malabo (2014).

Pour respecter ces engagements, le Niger a adopté la Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle (PNSN) et son premier plan d'action triennal 2017-2019. De plus, la constitution du Niger reconnaît le droit à une alimentation adéquate pour tous (Article 12).

Il faut des investissements importants et la participation de toutes les parties prenantes y compris les parlementaires pour rentabiliser les bénéfices nutritionnels au profit du développement inclusif national. Le Niger ne pourra pas renverser les tendances actuelles sans allocations budgétaires croissantes dans la durée en complément de l'aide extérieure.

Il existe des opportunités de financement dont celles de la Banque Mondiale (BM), de la Banque Africaine de Développement (BAD), de la Banque Islamique de Développement (BID), de l'Union européenne (UE). Dans le Cadre de l'appui budgétaire l'Union Européenne au Gouvernement du Niger, le Ministère de la Santé Publique (MSP) élabore actuellement une feuille de route pour permettre à l'état de planifier un engagement

financier croissant dans la prise en charge de la malnutrition aigüe. Cette feuille de route met en évidence l'effort budgétaire nécessaire pour maintenir et même renforcer les capacités des structures sanitaires à assurer le traitement des enfants malnutris, et ainsi pérenniser les acquis de la réduction de la mortalité infantile connus ces dernières années. L'enjeu est d'autant plus important dans un contexte de raréfaction des ressources, en particulier de réduction des financements humanitaires dédiés au fonctionnement des centres de prise en charge de la malnutrition aigüe sévère. Dans le contexte du transfert de compétences aux collectivités territoriales, celles-ci doivent également être accompagnées pour jouer pleinement leur rôle dans le domaine de la sécurité nutritionnelle. Parallèlement à cet engagement, des allocations budgétaires doivent cibler les mesures préventives à haut impact dans une large gamme de secteurs pouvant contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel et à la réduction de toutes les formes de malnutrition.

« Durant la mission en décembre 2018 de la Coordinatrice des Nations Unies du Mouvement SUN au Niger, les autorités du Niger ont pris l'engagement d'allouer sur le budget national 15 % du coût total des Plans Multisectoriels de la Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle ».

« Un dollar investi dans les programmes de nutrition rapporte 16 Dollars de gain en capital humain et développement économique, selon le rapport mondial de nutrition 2015 ».

→ **QUELLE EST L'IMPORTANCE ET LE ROLE DES PARLEMENTAIRES DANS LA SECURITE NUTRITIONNELLE AU NIGER ?**

- Les membres du Parlement de par leur position peuvent influencer fortement les actions politiques en faveur de la nutrition, en soutenant :
 - Le plaidoyer sur une base objective pour l'allocation budgétaire nationale pour la nutrition et des investissements accrus par les partenaires ;
 - La mise en place des cadres législatifs et réglementaires en faveur de la nutrition (opérationnaliser la constitutionnalité du droit à une alimentation adéquate pour tous, textes régissant la fortification des aliments industriels consommés au Niger et la loi sur l'alimentation par exemple) ;
- En tant que leaders d'opinion, les parlementaires peuvent également aider dans la sensibilisation des communautés et des collectivités territoriales sur l'importance de la nutrition dans ses dimensions et de prévention et de prise en charge.

La Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition (PNIN) est coordonnée par l'Institut National de la Statistique (INS) et le Haut-Commissariat à l'Initiative 3N (HC3N). Sur financement de la Délégation de l'Union européenne au Niger, elle est une opportunité pour orienter l'action et pour valoriser les données existantes tout en renforçant les capacités nationales sur le plan institutionnel et organisationnel.



PNiN

28 Septembre 2019

*Institut National de la Statistique du Niger – Haut-Commissariat à l'Initiative 3N
« les Nigériens Nourrissent les Nigériens »*